Document généré le 24 avr. 2024 05:03

L'Actualité économique

Évolution des dépenses personnelles en biens et services au Canada

Bernard Bonin

Volume 36, numéro 1, avril–juin 1960

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1001521ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1001521ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bonin, B. (1960). Évolution des dépenses personnelles en biens et services au Canada. *L'Actualité économique*, *36*(1), 72–86. https://doi.org/10.7202/1001521ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1960

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Évolution des dépenses personnelles en biens et services au Canada

Dans un article précédent[1], nous avons étudié la répartition des investissements depuis la guerre. Il nous a semblé qu'en vertu de l'importance des investissements dans le produit national brut d'une part, et de leur rôle comme moteur de l'activité économique d'autre part, le sujet ne manquait pas d'intérêt. Si nous avons eu raison de le croire, le présent article qui porte sur l'évolution des dépenses personnelles en biens et services présente au moins autant d'intérêt. Les dépenses personnelles en biens et services constituent 60 p.c. du produit national brut, et de plus, exercent une influence marquante sur l'orientation de l'activité économique, les entrepreneurs ne se livrant à une production quelconque que lorsqu'ils entrevoient des possibilités de vente avec bénéfice.

Nous étudierons donc le comportement des dépenses personnelles en biens et services de 1947 à 1958. L'année 1947 nous semble convenir à une étude de ce genre, les contrôles du temps de guerre étant à peu près disparus à ce moment-là (sauf évidemment pour le logement, puisqu'ils existent encore). Nous profiterons de cette étude des dépenses de consommation pour répondre à la question suivante: peut-on prévoir quelle sera, au cours d'une année, la part occupée par un type spécifique de dépense dans le total, en extrapolant dans les données globales l'effet des lois de la consommation établies en fonction de budgets bien déterminés? Le problème se pose car certaines analyses des marchés se font à peu près de cette façon.

1. Bernard Bonin, *L'Actualité Économique*, janvier-mars, 1960, pp. 566-595.

Il importe donc de savoir si les lois de la consommation telles que formulées une première fois par Engels en 1853, et modifiées par la suite, au moyen de la statistique, s'appliquent au Canada. C'est ce que nous essaierons de voir dans une première partie. En fonction de ces lois, nous étudierons ensuite l'évolution des dépenses personnelles en biens et services à partir des données globales que nous fournissent les comptes nationaux.

* * *

Les lois de la consommation peuvent se résumer à ceci:

a) Plus le revenu d'un consommateur est faible, plus grande sera la proportion de sa dépense totale consacrée à la nourriture.

b) La proportion de la dépense consacrée au logement et au vêtement est à peu près constante pour tous les revenus. Nous verrons que ceci est partiellement faux en ce qui concerne le Canada.

c) Plus le revenu est élevé, plus sera grande la proportion des dépenses diverses.

Un certain nombre de facteurs quantitatifs et qualitatifs agiront donc sur la consommation des individus. Parmi les facteurs quantitatifs, nous étudierons à l'aide de données chiffrées, l'influence du revenu des individus, d'une part, de la composition de la famille d'autre part. La consommation sera également orientée par la nature et la composition générale de la production. Il est évident qu'un individu ne sera en mesure de consommer que ce qui peut être produit dans des conditions données. La variation dans le rapport des coûts de chaque marchandise aura aussi son influence sur l'orientation. En effet, la consommation d'un individu est limitée par son revenu disponible. Ce revenu est lui-même le résultat de la production. La production de chaque marchandise nécessite un «effort» variable qui en déterminera le coût. Ayant un revenu limité en face de coûts différents selon les marchandises, le consommateur ne pourra se procurer tout ce qu'il veut. Il délaissera donc un bien dont le coût est élevé pour s'en procurer un autre dont le coût est plus bas. Il n'est pas nécessaire de s'attarder plus longtemps sur les deux derniers facteurs quantitatifs. Nous examinerons plus loin l'influence des deux premiers.

À côté de ces facteurs quantitatifs qui jouent toujours dans le même sens, il existe un certain nombre de facteurs qualitatifs qui, eux, n'agissent pas toujours de la même façon. Certains facteurs qualitatifs vont évoluer dans le temps et l'espace en fonction des changements psychologiques de races, de classes, de pays, etc., et leur évolution se fera plutôt lentement. Outre ceux-là, les facteurs qualitatifs qui tiennent à l'aspect capricieux de la demande, tels que la mode par exemple, évolueront beaucoup plus rapidement. Ce sont ces facteurs qualitatifs qui rendront une étude des dépenses globales pour le moins hasardeuse.

* * *

Revenons sur les facteurs quantitatifs et essayons de montrer quelle peut être l'influence du revenu des individus sur la demande.

Tableau I[1]

Influence du revenu sur les dépenses des familles urbaines, 1947-48

(en dollars)	Moins de 1051	1051-1549	1550-2050	2051-2549	2550-3050	3051-3549	3550-4050	4051-5050	5051 et plus
Nombre d'unités	327	331	545	704	586	397	262	238	270
Nombre de personnes par unité	1.4	2.1	2.6	3.2	3.6	3.7	3.9	4.1	4.2
	(p.c. du total)								
Nourriture	34.3	31.7	31.6	30.1	28.4	26.1	24.7	24.1	19.8
Logement	23.3	17.5	17.0	16.5	14.8	14.6	13.3	13.3	11.0
Vêtement	10.4	13.1	12.4	11.0	11.9	11.8	12.9	13.3	13.3
Dépenses diverses	32.0	37.7	39.0	42.4	44.9	47.5	49.1	49.3	55.9

D'après les lois de la consommation, le pourcentage de la dépense consacrée à l'achat de nourriture devrait diminuer à mesure que le revenu augmente, ce qui se produit effectivement. Par contre, les pourcentages se rapportant au logement et au vêtement devraient plafonner. C'est à peu près ce qui arrive pour le vêtement, mais le logement ne se conforme pas du tout à la loi, comme le démontre le tableau I. Les dépenses diverses évoluent comme prévu. Le même phénomène se rencontre au cours de l'année 1955 (pour quelques grandes villes).

1. O.F.S. *Canadian Non-Farm Family Expenditures, 1947-48*, document de référence n° 42.

Tableau II[1]

Influence du revenu sur les dépenses des familles urbaines 1955

(en dollars)	Moins de 2500	2500-2999	3000-3499	3500-3999	4000-4499	4500-4999	5000-5499	5500-5999	6000 et plus
Nombre de familles	36	76	93	113	132	113	78	60	86
Famille moyenne	3.01	2.87	3.03	3.26	3.32	3.32	3.30	3.35	3.32
	(p.c. du total)								
Nourriture	37.3	31.5	29.9	29.5	26.2	24.7	23.5	23.2	18.7
Logement	22.1	19.8	19.8	18.0	17.4	16.7	17.0	16.0	14.0
Vêtement	7.0	7.8	7.9	9.0	8.7	8.5	8.3	9.5	8.8
Dépenses diverses	33.6	40.9	42.4	43.5	47.7	50.1	51.2	51.3	59.5

Nous avons vu que la composition de la famille orientait aussi, dans une certaine mesure, la demande des consommateurs. Le tableau suivant nous fera voir l'influence qu'elle exerce.

Tableau III[2]

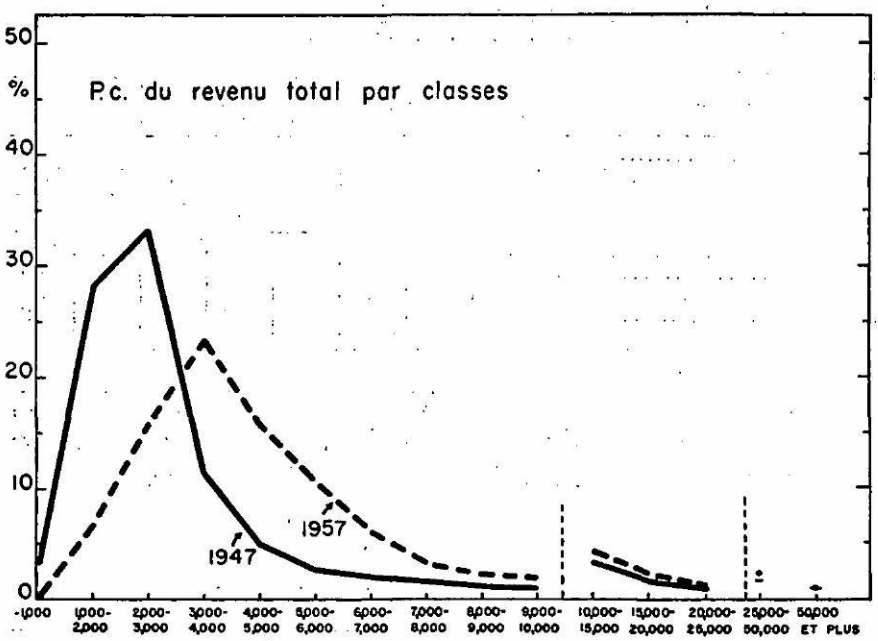
Influence de la composition de la famille sur les dépenses

	2 adultes	3 adultes	4 adultes	2 adultes 1 enfant[3]	2 adultes 2 enfants	2 adultes 3 enfants	2 adultes 4 enfants	3 adultes 1 enfant
Nombre de familles	232	74	21	157	162	77	24	40
Famille moyenne	2.00	2.96	3.92	2.92	3.90	4.93	5.84	4.00
	(p.c. du total)							
Nourriture	22.8	26.2	26.1	24.6	26.3	28.1	31.9	27.1
Logement	18.7	16.4	12.4	16.8	17.5	15.6	16.8	15.4
Vêtement	7.7	9.4	11.7	8.2	8.4	9.0	9.2	10.7
Dépenses diverses	50.8	48.0	49.8	50.4	47.8	47.3	42.1	46.8

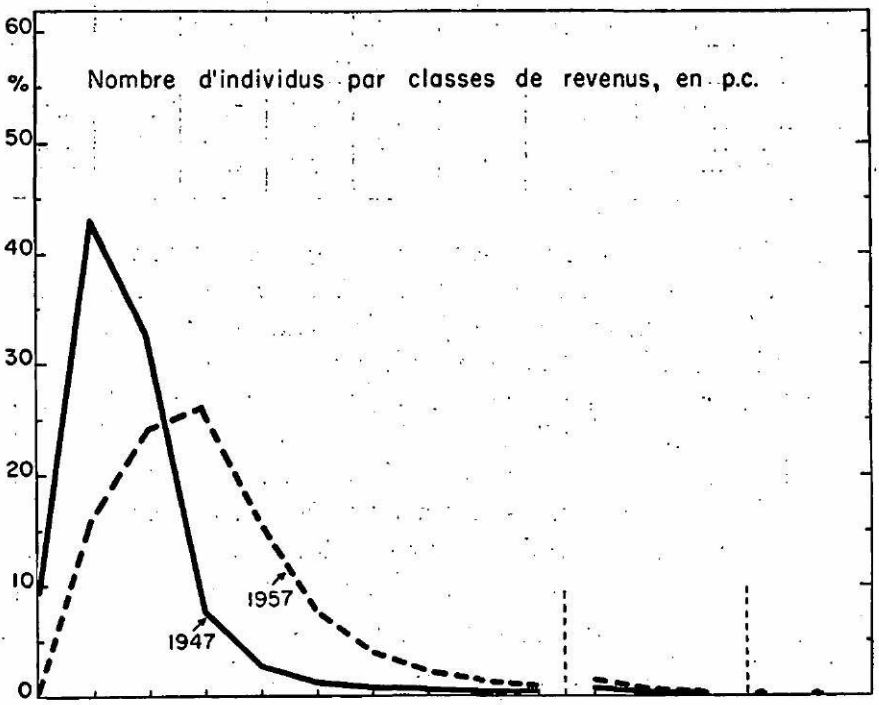
En s'appuyant sur des études de budgets bien déterminés, les lois de la consommation peuvent s'appliquer en gros au Canada. Il reste à savoir si nous serions justifiés d'extrapoler ces lois dans les données globales afin de prévoir le comportement d'un marché en particulier pour une année. Nous avons vu que la demande des consommateurs subit l'influence d'un certain nombre de facteurs dont le plus important est le revenu disponible. Or, entre 1947 et 1958, on s'en doute bien, les revenus des Canadiens ont augmenté considérablement; et de plus, comme le font voir les graphiques I et II faits à partir des données de la publication *Taxation Statistics*,

1. O.F.S. *City Family Expenditures, 1955*, document de référence n° 83.
2. O.F.S. *City Family Expenditures, 1955*, document de référence n° 83.
3. Sont comptés comme enfants, les personnes de moins de 16 ans.

Graphique I



Graphique II



il y a eu une tendance à l'égalisation des revenus au cours de cette même période. Si nous pouvons procéder par extrapolation, nous devrions nous attendre dans les circonstances, à des pourcentages décroissants de la dépense pour la nourriture et le logement, relativement stables pour le vêtement et croissants pour les dépenses diverses. Or, l'évolution ne se fait pas toujours dans le sens prévu. Nous examinerons plus en détail cette évolution mais essayons d'expliquer d'abord pourquoi il en est ainsi. Nous savons que la consommation est déterminée par plusieurs facteurs. Les facteurs qualitatifs en particulier, sont très difficiles à prévoir. Il suffit, au cours d'une année, d'une entrée massive d'immigrants ayant des habitudes de consommation différentes des habitudes locales pour fausser les prévisions. Il n'est pas impossible que ces immigrants s'adaptent aux conditions de vie des Canadiens, mais cette évolution se fait graduellement et nécessite parfois une génération. Cette adaptation graduelle agit d'ailleurs sur les données globales d'année en année. Le cas des ouvriers qui changent leurs habitudes de vie par suite d'un revenu plus élevé est à peu près semblable. Le changement ne se fait pas du jour au lendemain, et les effets se retrouvent dans les données globales. Mais, il y a plus. La mode agit également et elle agit beaucoup plus vite. Elle peut en l'espace d'une année, amener des transformations importantes dans la répartition des dépenses de consommation. Une modification de la composition des familles d'année en année se réflétera aussi sur les résultats globaux. Dans de telles conditions, il nous apparaît comme dangereux de faire des études de marché en procédant de cette façon.

* * *

D'ailleurs, l'analyse globale nous démontre assez clairement qu'il est inutile d'espérer obtenir des résultats valables en procédant ainsi. En effet, en dollars courants, le pourcentage des dépenses consacrées à l'achat de nourriture décroît au cours des années, mais la décroissance est irrégulière. Sans aller complètement à l'encontre des lois de la consommation, cette évolution ne s'y conforme pas tout à fait. Le pourcentage de dépenses faites pour le vêtement devrait plafonner en vertu de l'analyse micro-

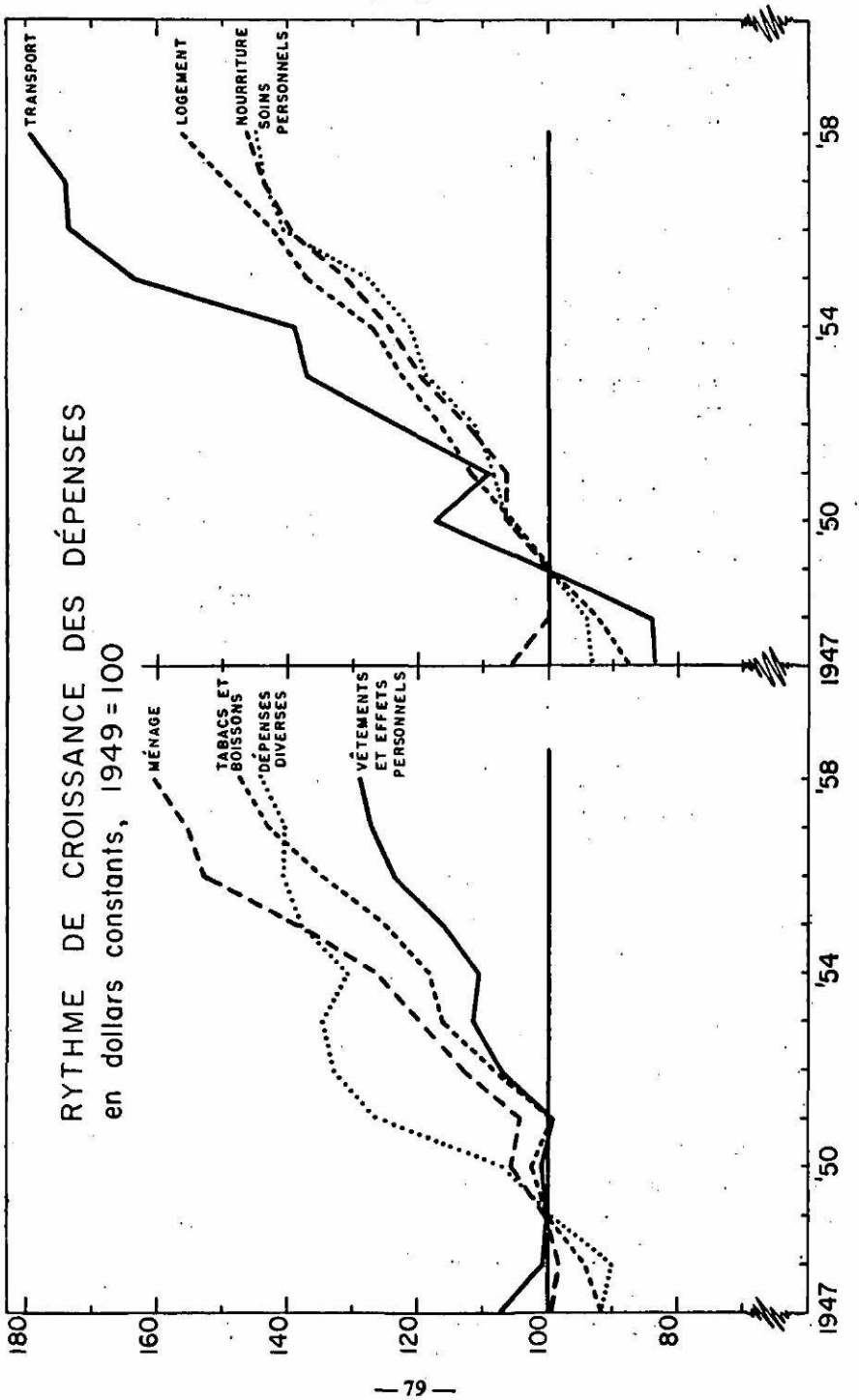
économique. Or, il décroît constamment. D'après les études faites pour des budgets donnés, le pourcentage de la dépense consacrée au logement devrait décroître; il monte sans arrêt. Il est donc évident qu'on ne peut utiliser l'étude de budgets pour des analyses de marché. Le désaccord entre l'analyse micro-économique et l'analyse macro-économique est parfois complet (cas du logement) et il est donc parfaitement impossible de prévoir le degré de précision des conclusions auxquelles nous pourrions arriver.

Il peut être intéressant d'étudier quand même l'évolution des dépenses personnelles en biens et services pour l'ensemble des Canadiens. Nous pourrions examiner le rythme de croissance de quelques types de dépenses d'abord en dollars courants, puis en dollars constants, afin d'éliminer l'effet de la hausse des prix. Nous pourrions également nous arrêter aux dépenses *per capita*, de façon à éliminer l'augmentation des dépenses attribuable uniquement à un accroissement de la population.

En dollars courants, ce sont les dépenses de logement qui ont crû le plus rapidement. Sur la base de 1949 = 100, nous atteignons pour ce type de dépenses, l'indice 257.4 en 1958. Les dépenses consacrées au transport, et celles qui sont faites dans le but de se procurer des services personnels, médicaux, ou à l'occasion de la mortalité, ont crû également vite. De 100 en 1949, elles sont passées à 220 en 1958. Les dépenses diverses (cinéma, journaux et magazines, dépense nette à l'étranger, etc.) atteignaient la même année, l'indice 201, et les dépenses de ménage, 190.0. La nourriture se retrouve à 179 (à noter cependant, que l'augmentation a été très rapide au cours des trois dernières années) les tabacs et boissons à 161 et le vêtement et effets personnels à 144 seulement. Dans l'ensemble, la croissance a été également rapide dans le cas des biens durables et des services (218 et 219 en 1958), cette croissance se faisant aux dépens des biens non durables qui n'atteignaient que 172 en 1958.

Si nous éliminons l'effet des prix au moyen d'indices construits spécialement pour chaque type de dépenses, nous obtenons des résultats très différents. Nous nous apercevons alors, que ce sont les dépenses de transport qui ont augmenté le plus vite, atteignant l'indice 178.9 en 1958, toujours sur la base 1949 = 100. Ces dépenses

Graphique III



s'appliquent à l'achat d'autos neuves ou usagées, aux frais d'opération des automobiles ainsi qu'aux dépenses de transport en commun. Le logement touche 156.5 en 1958. La hausse des prix a donc été particulièrement marquée dans le cas du logement, puisqu'en dollars courants l'indice de 1958 était 257. Cette hausse n'est pas surtout attribuable aux anciens loyers puisque le contrôle existant met un frein à la montée des prix. Mais la construction de nouvelles maisons a fait grimper rapidement la valeur locative des lieux occupés par les propriétaires, ainsi que des logements neufs occupés par des locataires. D'autre part, la hausse est due en bonne partie aussi à une augmentation des frais payés par les propriétaires sous forme de taxes, assurances, etc.

Les dépenses de logement qui venaient au premier rang en dollars courants du point de vue du rythme de croissance, ne viennent qu'en troisième lieu en dollars constants, puisque les dépenses de ménage ont aussi progressé à un rythme plus rapide atteignant l'indice 160.6 en 1958. Les achats de tabacs et boissons alcooliques, de nourriture, de services personnels, médicaux, etc. ainsi que les dépenses diverses de loisirs ont crû à peu près au même rythme, tandis que, tout comme en dollars courants, les vêtements et effets personnels viennent au dernier rang à l'indice 129 en 1958.

Dans l'ensemble, les achats de biens durables ont augmenté plus vite que les autres, comme en témoigne l'indice de 1958, 188.3. Les biens non durables se retrouvent à 147.5, en 1958, tandis que les services sont à 142.6 ce qui montre, une hausse de prix importante dans ce secteur au cours de la période.

* * *

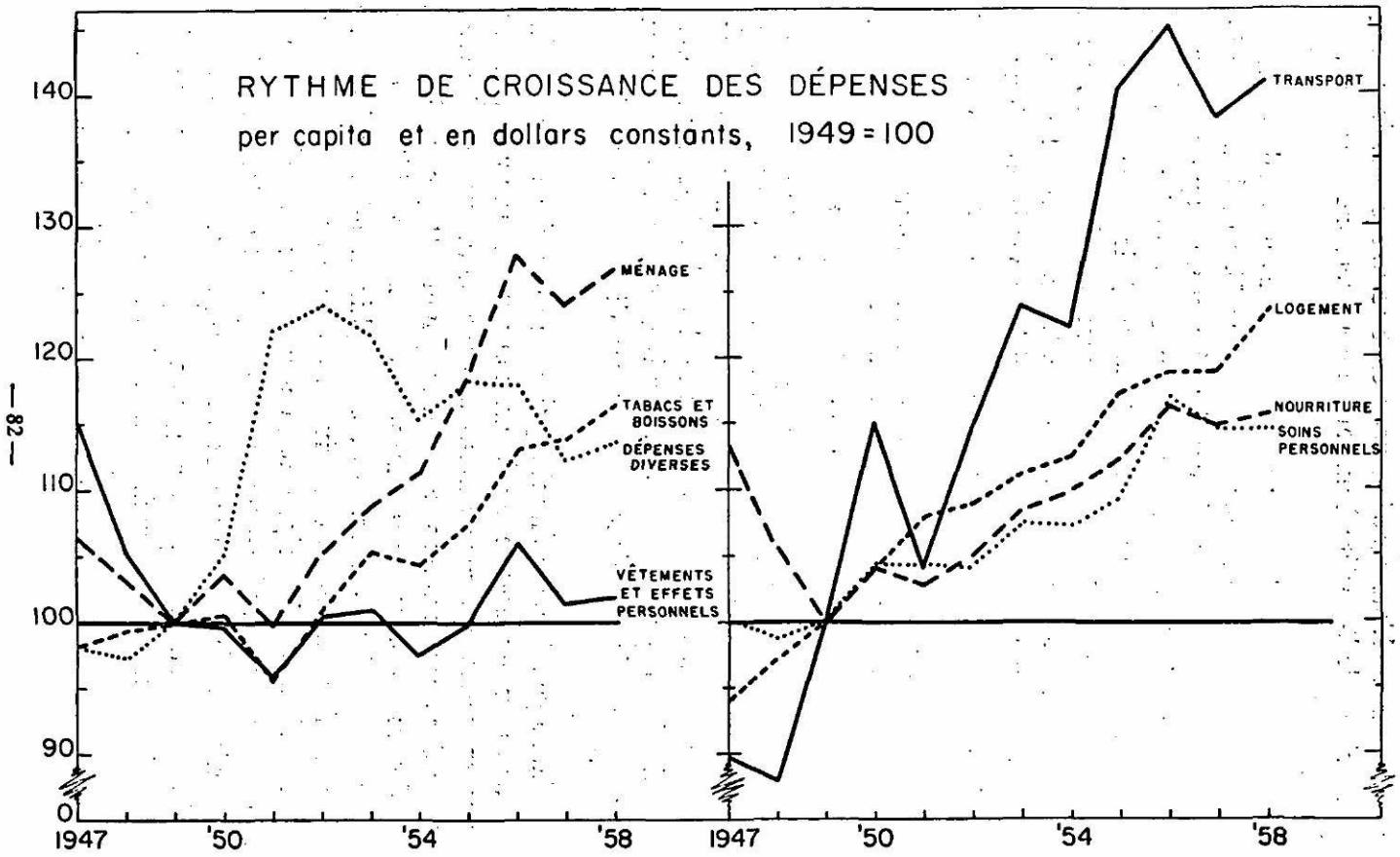
L'évolution des dépenses *per capita* et en dollars constants nous donnera une idée des changements qui peuvent s'être produits dans les dépenses de consommation de l'ensemble des Canadiens. Nous ne pouvons en tirer comme conclusion que le Canadien qui avait telles habitudes de consommation en 1947 n'agit plus de la même façon en 1958. Seule une étude faite sur des budgets donnés nous permettrait de conclure ainsi. Ce que nous obtiendrons par l'analyse globale, ce sont les changements de structure de la dépense globale, mais la population considérée n'étant pas homo-

gène, nous ne serons pas en mesure de dégager les causes de ces changements. L'immigration peut en être une cause, le passage d'une classe de la société à une autre pour certaines gens, peut en être une autre, etc.

En comparant chaque type de dépense au total *per capita* et en dollars constants, nous aurons une idée de leur évolution différente. À la lumière de ces données, il nous apparaît comme certain que le Canada dépense maintenant moins proportionnellement au total pour se vêtir. En 1947, le vêtement demandait en moyenne 15.1 p.c. de la dépense totale des Canadiens. En 1958, 11.8 p.c. de la dépense ont servi à cette fin. Nous découvrons un phénomène à peu près semblable pour la nourriture qui accaparait 28.7 p.c. de la dépense en 1948 et qui en prend maintenant 25.8.

Par contre, les Canadiens dépensent maintenant proportionnellement plus pour le logement et le transport, tandis que la situation est restée à peu près inchangée pour les tabacs et boissons alcooliques, les dépenses de ménage, les soins personnels, médicaux, etc., ainsi que pour les dépenses diverses. En groupant ces divers postes, on s'aperçoit que la dépense est maintenant proportionnellement plus considérable pour les biens durables, légèrement moins considérable pour les biens non durables et à peu près la même pour les services (valeur des services directement rendus aux individus).

Au moyen d'un graphique représentant le rythme de croissance des dépenses *per capita* et en dollars constants nous pourrons expliquer en partie, les conclusions auxquelles nous venons d'arriver. D'abord, nous avons pu voir sur le graphique III que les dépenses en dollars constants présentaient une évolution différente pour chaque type de dépenses. Or, ce graphique, même s'il élimine l'effet de l'augmentation des prix, ne nous permet pas d'expliquer le comportement des dépenses. Les mouvements différents qu'il met en lumière sont eux-mêmes fonctions de deux facteurs: l'augmentation de la population et les changements dans ses caractéristiques, combinés aux changements qui ont pu se produire dans l'intensité du besoin. Cependant, un graphique fait a partir des dépenses *per capita* et en dollars constants nous fera saisir ces changements possibles dans l'intensité d'un besoin, et



Graphique IV

nous permettra de comprendre le pourquoi de l'évolution montrée par le graphique III.

Sur le graphique IV, nous pouvons voir par exemple, que le besoin de nourriture a très peu augmenté sur la base 1949=100, il a même plafonné si on le compare à 1947. Il apparaît donc comme probable que l'augmentation remarquée sur le graphique III est plutôt le résultat de l'accroissement de la population que d'un besoin plus grand. Ceci nous explique également le pourcentage à la baisse des dépenses de nourriture *per capita* et en dollars constants lorsqu'on les compare au total. Le besoin de nourriture étant demeuré relativement stable par rapport à 1947, si on le compare à un total qui croît, nous obtenons un pourcentage à la baisse. Seule une étude des facteurs quantitatifs et qualitatifs de la consommation nous permettrait de dire pourquoi le besoin de nourriture s'est comporté ainsi. Une telle étude dépasse les cadres de cet article.

Les dépenses consacrées à l'achat de tabacs et boissons alcooliques ont augmenté de 16.5 p.c. depuis 1949 (18 p.c. depuis 1947). Une partie de la hausse de 47.5 p.c. constatée dans les dépenses en dollars constants est donc imputable à un besoin plus grand, mais là encore l'accroissement de la population a été un stimulant plus efficace à l'augmentation de ce type de dépenses. En pourcentage du total, les dépenses en tabacs et boissons alcooliques ont manifesté une stabilité remarquable.

L'évolution de la demande de vêtement a été tout à fait curieuse. De 1949 à 1958, l'augmentation de la dépense *per capita* n'atteint pas 2 p.c.; comparativement à 1947, elle décroît nettement. L'accroissement de la population est donc à peu près entièrement responsable de la hausse relativement faible qu'a connue ce genre de dépenses en dollars constants. Il ne faut donc pas se surprendre de constater que dans l'ensemble, une proportion de moins en moins forte de la dépense totale *per capita* soit accaparée par le vêtement.

Nous avons vu que les Canadiens dépensent maintenant proportionnellement plus pour le logement. En effet, les dépenses *per capita* ont crû à un rythme plus rapide que la plupart des autres types de dépenses, pour atteindre l'indice 123.5 en 1958. La hausse importante constatée dans les dépenses de logement s'explique donc

non pas seulement par un accroissement de la population mais également par des changements dans la structure des besoins.

L'étude des dépenses de ménage est susceptible de nous faire entrevoir quelles peuvent être les conséquences de l'apparition d'un besoin nouveau sur la dépense des consommateurs. Toujours sur la base 1949 = 100, les dépenses de ménage *per capita* étaient en 1951, année de l'avènement de la télévision au Canada, à l'indice 99.8. En 1958, elles atteignaient 126.7. Cette hausse n'est évidemment pas entièrement imputable à l'achat d'appareils de télévision. La consommation d'électricité entre autres, a réalisé des gains imposants. Il n'en reste pas moins que les dépenses aux fins de l'achat d'appareils ménagers, de radio et de télévision, sont celles qui ont augmenté le plus rapidement à l'intérieur des dépenses de ménage et que leur influence a donc été marquante sur leur comportement. Encore là, donc, une bonne partie de l'augmentation constatée sur le graphique III peut s'expliquer par un changement dans le besoin, ou dans le cas présent, en partie par l'apparition d'un besoin nouveau. En dépit de cette augmentation importante, les dépenses de ménage représentent en pourcentage du total des dépenses *per capita*, sensiblement la même chose qu'en 1947.

Les dépenses de transport sont celles qui ont augmenté le plus rapidement. Elles atteignaient l'indice 141.0 en 1958. Dans ce cas précis, la hausse constatée dans les dépenses totales en dollars constants (graphique III) s'explique donc davantage par un changement dans le besoin que par l'accroissement du nombre des habitants. Ce changement a fait que les dépenses de transport occupent une part du total *per capita* nettement plus importante qu'en 1947.

Les soins personnels, médicaux, etc. ainsi que les dépenses diverses présentent une évolution à peu près analogue quoiqu'il n'y ait aucun rapport entre elles. Les dépenses *per capita* en soins personnels se retrouvaient à l'indice 114.5 en 1958 et les dépenses diverses à l'indice 113.7. À noter cependant que la montée des soins personnels, médicaux ou de mortalité s'est effectuée lentement mais régulièrement, alors que les dépenses diverses ont touché les indices 122, 124 et 122 en 1951, 1952 et 1953 pour ensuite redescendre. L'augmentation constatée sur le graphique III est

donc, avant tout, le résultat de l'accroissement de la population mais aussi d'un léger changement dans les besoins. Malgré ces transformations, la part de ces types de dépenses dans le total n'a pas varié sensiblement au cours de la période, ce qui signifie que leur évolution s'est faite parallèlement à la moyenne de l'ensemble des dépenses.

Dans l'ensemble, la dépense *per capita* en biens durables a donc augmenté de 48.5 p.c. depuis 1949 tandis que les biens non durables n'ont haussé que de 16 p.c. en dépit du fait que la consommation d'électricité et de gaz, auparavant considérée comme un service, est, depuis 1955, comptée dans les biens non durables. Les dépenses de services, par contre, n'atteignaient que l'indice 112.3 en 1958.

* * *

Le progrès économique s'accompagne habituellement de transformations de structures. Par exemple, à mesure qu'une économie progresse des changements se produisent dans la répartition de la main-d'œuvre entre les trois grands secteurs de l'activité économique: primaire, secondaire et tertiaire. Le progrès économique et l'investissement exercent, l'un sur l'autre, une influence réciproque. Si le processus de développement est normal, les investissements ne devraient pas se diriger en masse vers le secteur tertiaire avant que les secteurs primaire et secondaire ne soient développés. Par contre, nous savons que tous les types d'investissements n'ont pas le même effet sur la croissance d'un pays. Il est donc normal de trouver, à mesure qu'une économie se développe, des changements dans la répartition des investissements entre les divers secteurs de l'activité. De même, la ventilation des revenus peut changer avec l'avènement du progrès. La tendance à l'égalisation des revenus constatée au Canada au cours des dix dernières années en est un exemple.

Nous étions donc en droit de nous attendre de trouver à l'intérieur des dépenses de consommation des transformations importantes. Nous ne devons pas nous surprendre, par exemple, d'avoir constaté qu'une plus forte proportion de la dépense va maintenant vers les biens durables et que cette augmentation s'est faite aux

dépens des biens non durables. Cependant, certains changements à l'intérieur de catégories plus spécifiques, n'étaient pas, *a priori*, prévisibles. Comment prévoir la diminution des dépenses *per capita* pour le vêtement et les effets personnels, par exemple?

Il est entendu que l'analyse globale bien que très utile est imparfaite. Elle camoufle toute une série de mouvements de même sens ou de sens contraires. C'est pourquoi, après y avoir eu largement recours, on a maintenant plutôt tendance à étudier les phénomènes sur des bases régionales lorsque la chose peut se faire, utilisant ainsi une solution de compromis entre la micro-économie et la macro-économie. Il ne nous a malheureusement pas été possible de procéder ainsi pour cette étude des dépenses de consommation. Nous croyons, cependant, que l'analyse globale nous a quand même permis d'en retirer certaines indications qui pourraient se révéler utiles.

Bernard BONIN,
stagiaire à l'École
des Hautes Études commerciales
(Montréal).